

Récépissé de DT Récépissé de DICT

Au titre du chapitre IV du titre V du livre V (partie réglementaire) du Code de l'environnement
et de la section 12 du chapitre IV du titre III du livre V de la 4^{ème} partie (partie réglementaire) du Code du travail

Destinataire

Récépissé de DT
Récépissé de DICT
Récépissé de DT/DICT
conjointe

Dénomination :

Complément / Service :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Pays :

N° consultation du téléservice :

Référence de l'exploitant :

N° d'affaire du déclarant :

Personne à contacter (déclarant) :

Date de réception de la déclaration :

Commune principale des travaux :

Adresse des travaux prévus :

Coordonnées de l'exploitant :

Raison sociale :

Personne à contacter :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Tél. :

Fax :

Éléments généraux de réponse

Les renseignements que vous avez fournis ne nous permettent pas de vous répondre. La déclaration est à renouveler. Précisez notamment :

Les réseaux/ouvrages que nous exploitons ne sont pas concernés au regard des informations fournies. Distance > à : _____ m

Il y a au moins un réseau/ouvrage concerné (voir liste jointe) de catégorie : _____ (voir liste des catégories au verso)

Modification ou extension de nos réseaux / ouvrages

Modification ou extension de réseau/ouvrage envisagée dans un délai inférieur à 3 mois :

Réalisation de modifications en cours sur notre réseau/ouvrage.

Veuillez contacter notre représentant :

Tél. :

NB : Si nous avons connaissance d'une modification du réseau/ouvrage dans le délai maximal de 3 mois à compter de la consultation du téléservice, nous vous en informerons.

Emplacement de nos réseaux / ouvrages

Plans joints :

Références :

Echelle₍₁₎ :

Date d'édition₍₁₎ :

Sensible :

Prof. règl. mini₍₁₎ :

Matériau réseau₍₁₎ :

NB : La classe de
précision A, B ou C
figure dans les plans.

Réunion sur chantier pour localisation du réseau/ouvrage :

Date retenue d'un commun accord : ____ / ____ / ____ à ____ h ____

ou Prise de RDV à l'initiative du déclarant (date du dernier contact non conclusif : ____ / ____ / ____)

Votre projet doit tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage.

(cas d'un récépissé de DT) Vous devez prévoir des investigations complémentaires à notre charge (hors cas d'exemption prévus dans la réglementation) ⁽²⁾

Des branchements non cartographiés sont présents. Ils sont soit pourvus d'affleurants visibles et rattachés à un réseau principal souterrain identifié dans les plans joints, soit munis de dispositifs automatiques supprimant tout risque en cas d'endommagement ⁽²⁾

(1): facultatif si l'information est fournie sur le plan joint (2): pour les tronçons et branchements non cartographiés en classe A, prévoir des clauses techniques et financières particulières dans le marché

Recommandations de sécurité

Les recommandations techniques générales en fonction des réseaux et des techniques de travaux prévues sont consultables sur www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr

Les recommandations techniques spécifiques suivantes sont à appliquer, en fonction des risques liés à l'utilisation des techniques de travaux employées :

Rubriques du guide technique relatives à des ouvrages ou travaux spécifiques :

Pour les exploitants de lignes électriques : si la distance d'approche a été précisée, la mise hors tension est : possible impossible

Mesures de sécurité à mettre en œuvre :

Dispositifs importants pour la sécurité :

Cas de dégradation d'un de nos ouvrages

En cas de dégradation d'un de nos ouvrages, contactez nos services au numéro de téléphone suivant : _____

Pour toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité au cours du déroulement du chantier, prévenir le service départemental d'incendie et de secours (par défaut le 18 ou le 112) : _____

Responsable du dossier

Nom : _____

Désignation du service : _____

Tél. : _____

Signature de l'exploitant ou de son représentant

Nom du signataire : _____

Signature : _____

Date : ____ / ____ / ____ Nombre de pièces jointes, y compris les plans : ____

Recommandations pour l'organisation des travaux sur le DPAC (Domaine Public Autoroutier Concédé)

Préambule : Analyse des risques.

Les bonnes pratiques de prévention s'appliquent ici comme ailleurs. Tout chantier sur le DPAC doit faire l'objet d'un plan de prévention rédigé conjointement par le Maître d'Ouvrage et l'Entreprise, ou bien dans le cas d'un chantier à multiples intervenants, d'un PPSPS rédigé par un coordinateur. Hors autoroute, il est recommandé de prendre contact de façon à anticiper les difficultés qui pourraient se présenter. Les travaux sont susceptibles de rencontrer des réseaux souterrains aériens ou subaquatiques classés sensibles par la réglementation tels les réseaux électriques, gaz ou hydrocarbures. Il existe d'autres réseaux spécifiques à l'autoroute, et classés sensibles :

- Le Réseau fibre Optique, ou Rio (marqué OPT sur les plans)
- Le Réseau d'Appels d'Urgence, ou RAU (marqué TRA sur les plans)

Ces réseaux assurent la sécurité des usagers de l'autoroute ; leur endommagement coûte plus cher que leur seule réparation, du fait des accidents de circulation, matériels voire corporels que leur mise hors d'usage est susceptible d'entraîner.

L'Entrepreneur devra effectuer ses travaux à proximité de ces ouvrages en respectant les dispositions du code de l'environnement (articles L554-1, R554-1 et suivants) de l'arrêté du 15 février 2012. L'entrepreneur se chargera de faire respecter les obligations résultant du code de l'environnement et de ses textes d'application par ses cotraitants et sous-traitants. Un rappel de ces dispositions figure dans le CCAP des marchés de travaux conclus avec APRR.

Plus généralement, le déroulement des chantiers ne doit pas perturber le confort de circulation et la vitesse qu'elle autorise aux clients de l'autoroute.

I –Consignes pour intervention à proximité des réseaux situés sur le DPAC

0- Principes généraux

L'entrepreneur et ses cotraitants/sous-traitants ne pourront commencer leurs travaux avant d'avoir obtenu le récépissé relatif à chaque DICT, ni avant marquage ou piquetage initial des ouvrages souterrains des ouvrages souterrains établi par l'exploitant desdits ouvrages ou le représentant du Maître d'œuvre. L'Entrepreneur assurera la maintenance du marquage ou piquetage des ouvrages souterrains pendant toute la durée d'exécution des travaux.

NB : à compter du 01/01/2015, APRR ne répondra plus à toute DICT sans référence à la DT qui doit la précéder.

1- Travaux à proximité d'un réseau.

Lors d'une fouille dans une zone où les plans mentionnent un réseau, le terrassement doit être réalisé prudemment : le conducteur de la pelle doit être guidé par une autre personne, de façon à pouvoir détecter au plus tôt toute anomalie. Dès rencontre du grillage avertisseur, le travail ne peut être poursuivi que manuellement.

Si un câble est découvert alors qu'il ne figure pas sur les plans, l'entreprise doit arrêter les travaux et prévenir immédiatement APRR, pour mise en sécurité, puis repérage électronique du réseau.

L'ordre de service de reprise des travaux ne pourra être donné qu'après la levée de la situation susceptible d'engendrer un risque pour les personnes ou un danger d'endommagement des ouvrages concernés.

Remarque : APRR possède également des réseaux en dehors des emprises autoroutières ; les recommandations ci-dessus s'appliquent alors, en plus des recommandations du propriétaire des lieux.

2- Cas particulier du Réseau fibre Optique d'APRR

Sauf exception, sur le DPAC, la fibre est repérée par une peinture au sol de couleur verte, continue ou discontinue, suivant les endroits. Il est formellement interdit de travailler dans une bande de 2 mètres centrée sur la fibre. Si toutefois le chantier nécessite une intervention en deçà de cette limite l'entreprise doit demander une autorisation écrite préalable au Chef de district compétent ; en cas d'accord, les travaux ne pourront se faire qu'avec la présence permanente d'un agent qualifié APRR, et dans le strict respect des consignes données par le Chef de district ou son représentant.

II- Consignes pour travaux sur ouvrages d'art

(PS : Passage Supérieur PI : Passage Inférieur)

Quelle que soit la nature des travaux, une permission de voirie ou une autorisation doit être délivrée à l'intervenant (*) par le Gestionnaire de la voie traversière ; ce document devra obligatoirement inclure les prescriptions APRR.

Un état des lieux devra être établi avant, pendant et après travaux, entre le Gestionnaire de la voirie, l'Entreprise et APRR.

3- Travaux de raboutage, terrassement, démolition (PI et PS) :

L'Entreprise devra prendre ses dispositions pour ne pas endommager l'étanchéité du radier de fondation pour les PI et du tablier pour les PS. Il en est de même pour les joints de dilatation, bordures et dispositifs de retenue. Toute dégradation constatée est la charge de l'intervenant.

- *Intervenant = Requérant ou Entreprise travaillant pour son compte*

4- Passage de réseaux sur PS (Passage supérieur) :

Tout réseau neuf posé dans les trottoirs de l'OA devra respecter au minimum les dispositions suivantes qui lui permettront de rester opérationnel après relevage du tablier par APRR :

- Les réseaux secs devront garder une boucle de fil suffisante dans le regard le plus proche du PS
- Les réseaux de fluides devront comporter des vannes de coupure de part et d'autre de l'OA.
- Dans le cas d'un réseau sensible, sa présence devra être signalée par des plaquettes visibles de part et d'autre du PS.

L'Entreprise doit prendre ses dispositions pour que les outils utilisés et les gravats produits par le chantier ne puissent pas tomber sur les voies autoroutières circulées (mise en place d'écrans opaques accrochés aux garde-corps)

III- Consignes pour travaux à proximité du DPAC

5- Travaux en limite du DPAC

Le domaine autoroutier est généralement fermé par une clôture, afin de limiter l'intrusion de la faune et de piétons. Toute dégradation de la clôture en cours de chantier doit donc être immédiatement signalée par l'entreprise au District.

6- Travaux hors DPAC, mais à proximité d'une bretelle autoroutière.

Si les travaux envisagés risquent de provoquer des perturbations au niveau de la circulation, l'Entreprise doit prendre contact avec le District pour étudier la faisabilité du chantier, et convenir des mesures de sécurité à mettre en place. Suivant les cas, ces mesures pourront nécessiter un arrêté préfectoral, ou une planification intégrée aux autres travaux de l'autoroute; la prise de contact doit donc avoir lieu plusieurs semaines à l'avance. Un chantier débuté sans concertation peut être arrêté sine die par la Gendarmerie.

7- Travaux de fonçage de fourreaux effectués sous l'autoroute ; pose de réseaux non gérés par APRR dans le DPAC.

Ces travaux spécifiques doivent être étudiés en amont par les Maîtres d'Ouvrages et en concertation avec les Services APRR; ils doivent faire l'objet d'une Convention, et nécessitent une surveillance particulière.

IV – Récolement

Tous travaux entraîneront la remise d'un dossier de récolement au format imposé par APRR.